

Brochure n° 3238

Convention collective nationale
IDCC : 1558. – INDUSTRIES CÉRAMIQUES DE FRANCE

AVENANT N° 42 DU 21 JANVIER 2011
RELATIF AUX SALAIRES MENSUELS CONVENTIONNELS

NOR : ASET1150532M
IDCC : 1558

Entre :

La confédération des industries céramiques de France,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La FG FO ;

Le SCAMIC CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet, d'une part, de revaloriser dans l'industrie céramique les barèmes des rémunérations minimales de base et des rémunérations minimales garanties et, d'autre part, d'intégrer dans les grilles de salaires et dans la grille de la prime d'ancienneté les modifications des classifications des personnels ouvriers et ETAM découlant de l'avenant n° 41 du 21 janvier 2011.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises visées dans le champ d'application de la convention collective des industries céramiques de France (art. G1).

Article 2

*Revalorisation du barème minimum conventionnel de base
des personnels ouvriers et ETAM*

Le barème minimum conventionnel de base prévu aux articles O13 et E16, modifié par avenant n° 40 du 9 décembre 2009 à la convention collective nationale des industries céramiques de France, est fixé par le barème figurant en annexe I, établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Pour toute référence horaire, le barème minimum conventionnel de base est divisé par 151,67 heures ou l'horaire affiché équivalent.

Les salariés ayant changé de coefficient conformément à l'avenant n° 41 du 21 janvier 2011 sur les classifications se verront appliquer le montant correspondant à leur nouveau coefficient du barème minimum conventionnel de base.

Article 3

*Revalorisation du salaire minimum garanti
des personnels ouvriers et ETAM*

Le salaire minimum conventionnel garanti est fixé par le barème figurant en annexe II du présent avenant, établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Pour toute référence horaire, le barème du salaire minimum conventionnel garanti est divisé par 151,67 heures ou l'horaire affiché équivalent.

Les salariés ayant changé de coefficient conformément à l'avenant n° 41 du 21 janvier 2011 sur les classifications se verront appliquer le salaire correspondant à leur nouveau classement.

Article 4

Revalorisation de la grille des appointements mensuels minima des personnels cadres

Les appointements mensuels minima garantis de la grille des personnels cadres sont fixés selon le barème figurant en annexe III.

La grille des appointements mensuels minima correspondent à un horaire mensuel de 151,67 heures.

Article 5

Egalité professionnelle et salariale hommes-femmes

Un accord national de branche relatif à la diversité et à l'égalité professionnelles, signé le 14 janvier 2011 dans la branche des industries céramiques, prévoit l'établissement d'un rapport de branche annuel permettant de dresser un diagnostic sur l'égalité professionnelle et salariale entre les hommes et les femmes.

Article 6

Evolution de la grille de la prime d'ancienneté

La grille de la prime d'ancienneté prévue aux articles O18 et E18 est modifiée pour tenir compte des dispositions de l'avenant n° 41 du 21 janvier 2011 sur les classifications.

Les parties conviennent de ne pas faire évoluer les montants de la prime d'ancienneté résultant de l'avenant n° 39 du 21 octobre 2008.

La nouvelle grille de la prime d'ancienneté figure en annexe IV du présent accord.

Article 7

Modalités d'application de l'accord

7.1. Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions relatives au présent accord entreront en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant son extension.

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt à la direction des relations du travail et au conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions légales et réglementaires.

Il fera l'objet d'une demande d'extension en urgence auprès du ministère du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

7.2. Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

7.3. Force obligatoire de l'accord

Le présent accord ne remet pas en cause les usages, les accords d'entreprise, d'établissement ou de groupe plus favorables aux salariés conclus avant son entrée en vigueur. Les accords d'établissement, d'entreprise, ou de groupe ne pourront déroger aux dispositions du présent accord que dans un sens plus favorable aux salariés.

7.4. Révision. – Dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Fait à Paris, le 21 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des minima de base des personnels ouvriers et ETAM des industries céramiques

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel (pour 151,67 heures)
I	125	1 165
	130	1 168
	135	1 173
	140	1 180
II	145	1 182
	155	1 193
	160	1 206
III	175	1 219
	190	1 265
	200	1 294
IV	210	1 319
	230	1 378
	240	1 410
V	250	1 552
	260	1 602
	270	1 651
VI	280	1 702
	290	1 752
	300	1 803
VII	310	1 854
	330	1 953
	350	2 052

ANNEXE II

Grille des salaires minima garantis des personnels ouvriers et ETAM

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel (pour 151,67 h)
I	125	1 366,52
	130	1 369,40
	135	1 373,53
	140	1 376,64
II	145	1 378,38
	155	1 381,15
	160	1 382,89
III	175	1 384,61
	190	1 407,94
	200	1 433,67
IV	210	1 457,96
	230	1 483,66
	240	1 538,16
V	250	1 594,71
	260	1 653,31
	270	1 713,98
VI	280	1 780,81
	290	1 849,69
	300	1 921,67
VII	310	1 997,75
	330	2 073,84
	350	2 154,04

ANNEXE III

Grille des appointements mensuels minima des cadres

(En euros.)

ANNÉE D'EXPÉRIENCE	COEFFICIENT	SALAIRE (pour 151,67 h)
Position 1		
Avant 1 an	78	1 908,91
1 an	86	2 081,97
2 ans	93	2 232,24
3 ans	100	2 383,55
Position 2		
Position 2 (catégories A, B et C)	100	2 383,55
Après 3 ans en position 2	108	2 556,62
Après 3 ans au coefficient 108	114	2 686,16
Après 3 ans au coefficient 114	120	2 814,66
Après 3 ans au coefficient 120	126	2 944,20
Après 3 ans au coefficient 126	132	3 073,74
Après 3 ans au coefficient 132	138	3 203,28
Position 3		
3 A	138	3 203,28
3 B	180	4 110,06

Les appointements réels sont déterminés dans chaque établissement ou entreprise.

Les appointements mensuels bruts réels d'un cadre sont constitués comme suit :

- d'une part, d'une partie fixe correspondant aux derniers appointements mensuels bruts perçus ;
- d'autre part, d'une partie variable correspondant à 1/12 des primes, gratifications ou indemnités habituelles de l'entreprise, à caractère contractuel ou faisant partie intégrante de la rémunération ; ainsi que les avantages en nature perçus durant les 12 derniers mois.

ANNEXE IV

Prime d'ancienneté forfaitaire mensuelle des ouvriers et ETAM pour 151,67 heures

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	3 ANS	6 ANS	9 ANS	10 ANS	11 ANS	12 ANS	13 ANS	14 ANS	15 ANS
I	125	21,41	42,82	64,23	71,37	78,51	85,64	92,78	99,91	107,05
	130	21,73	43,46	65,18	72,43	79,67	86,91	94,15	101,40	108,64
	135	22,59	45,20	67,78	75,32	82,85	90,38	97,91	105,44	112,98
	140	23,46	46,93	70,40	78,23	86,05	93,87	101,69	109,51	117,33
II	145	23,46	46,93	70,40	78,23	86,05	93,87	101,69	109,51	117,33
	155	24,33	48,67	73,00	81,12	89,23	97,33	105,45	113,56	121,67
	160	24,38	48,76	73,14	81,27	89,40	97,53	105,66	113,78	121,90
III	175	27,33	54,66	81,99	91,10	100,21	109,32	118,43	127,54	136,65
	190	29,26	58,53	87,78	97,54	107,29	117,04	126,80	136,55	146,31
	200	30,46	60,94	91,40	101,56	111,70	121,86	132,02	142,18	152,33
IV	210	30,76	61,51	92,27	102,52	112,77	123,03	133,28	143,53	153,78
	230	37,52	75,03	112,55	125,05	137,57	150,07	162,58	175,08	187,59
	240	38,78	77,54	116,32	129,24	142,17	155,09	168,02	180,94	193,87
V	250	41,82	83,63	125,45	139,38	153,32	167,26	181,20	195,14	209,08
	260	43,41	86,82	130,23	144,70	159,16	173,64	188,11	202,57	217,04
	270	44,28	88,55	132,83	147,59	162,35	177,11	191,86	206,62	221,38
VI	280	45,19	90,39	135,59	150,65	165,71	180,78	195,85	210,91	225,97
	290	48,91	97,82	146,73	163,03	179,33	195,63	211,94	228,24	244,54
	300	49,20	98,41	147,61	164,01	180,41	196,81	213,21	229,61	246,02
VII	310	49,54	99,07	148,63	165,14	181,65	198,16	214,68	231,19	247,70
	330	50,07	100,34	150,51	167,23	183,96	200,67	217,40	234,12	250,85
	350	50,84	101,69	152,53	169,48	186,43	203,38	220,32	237,27	254,22

Les colonnes 3, 4, 5, 8 et 11 concernent le personnel ouvrier.

Les colonnes 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 concernent le personnel ETAM.